

DIEU ET PATRIE.

LIBERTÉ PLEINE ET ENTÈRE

DE LA PENSÉE.

TOLÉRANCE RELIGIEUSE

ILLIMITÉE.

L'AMI DU PEUPLE

OUBLI DU PASSÉ.

VIGILANCE POUR L'AVENIR.

SUFFRAGE UNIVERSEL.

EN 1848.

AN I^{ER} DE LA RÉPUBLIQUE RECONNU

PAR F.-V. RASPAIL.



Au Bureau du Journal, rue du Four-Saint-Germain, 40, au rez-de-chaussée, au fond de la cour.

Les Citoyens de Paris sont priés, après avoir lu cette feuille, de l'expédier à leurs correspondants et amis des départements.

PARIS, 12 MARS.

Citoyens,

Vous me demandez de toutes parts pourquoi, dès le deuxième numéro de l'*Ami du Peuple*, ma plume s'est brisée entre mes mains, ma langue s'est attachée à mon palais, et que j'ai subitement voué au plus profond silence une voix qui n'avait jamais vibré plus sonore qu'en se mettant au diapason de vos mâles accents.

La raison en est bien simple ; mais ce n'est peut-être pas vous qui la concevrez au premier abord ; c'est la seule raison qui ne soit pas de votre compétence, à vous, hommes forts. Je vais pourtant vous la dire, et vous la soumettre en toute humilité... J'avais fait peur... ma plume était un brandon de discorde ; cette feuille, que le souffle du vent emporta dans les rues, était pour quelques-uns la tête de Méduse ; chacune de ses lettres avait la forme de la guillotine ; chacune de ses pensées était une imprécation ; chacun de ses vœux de pardon et de concorde était une malédiction, une de ces malédictions que Dieu exauce, une de ces malédictions que dès 1850 j'avais lancées sur la royauté qui vient de fuir à jamais.

Le Gouvernement provisoire de ces hommes de fer qui, sans armes et d'une seule poussée, avaient culbuté un trône, se trouvait, dit-on, paralysé dans sa marche, au simple bruit que ma plume faisait en grattant le papier.

Il y a des temps où l'on fait courir des bruits si ridicules, si fantastiques, qu'ils vous désarment, comme s'ils étaient vrais ; crainte d'avoir l'air d'insulter, en éclatant de rire, au milieu de la majesté des circonstances dont nous sommes enveloppés, on est forcé alors de s'affaisser sous le poids du silence, afin de pouvoir garder son sérieux.

Je cessai donc de parler, pour mieux prêter l'oreille, et pour me concerter avec ma conscience, mon unique guide, en tout et partout.

Mais il paraît que les effrayés n'ont pas imité mon exemple ; c'est assez l'habitude de la peur, de s'étourdir par des vociférations, dès que la panique cesse.

Le lendemain, la peur prenait l'offensive à sa manière des dix-huit ans ; la peur ne pardonne jamais, pas même pour rendre la réciprocité ; le lendemain du jour où elle a demandé grâce à deux genoux et imploré la clémence, elle est dans le cas de réclamer vengeance contre son ennemi désarmé.

Vous ne le devineriez pas ; il faut que je vous le dise sans paraphrase : Le lendemain de l'apparition du deuxième numéro de l'*Ami du Peuple*, lettre anonyme et menaçante ; ceci n'est que risible. Mais le soir on lisait ça et là, dans le quartier latin, une bande de papier de quatre doigts de longueur (l'écriture en était celle de la lettre anonyme, et le style *idem*) : « Les élèves en médecine étaient invités à passer dans le cabinet du doyen, afin de protester contre les insinuations malveillantes du journal l'*Ami du Peuple* ! »

Vous devez vous souvenir que, dans le journal l'*Ami du Peuple*, pas un mot n'était à l'adresse de la médecine, et encore moins à celle de ce dénonciateur de tous les régimes, que je croyais caché encore dans ses caves de Passy.

Le surlendemain une infiniment petite fraction de l'école, peut-être même une fraction postiche et sans inscriptions, devait se réunir sur la place pour brûler l'*Ami du Peuple*.

Je me préparai à m'y rendre afin d'être témoin de mon auto-da-fé, par la main de je ne sais plus quel de mes bourgeois passés. L'auto-da-fé fut contremandé.

On convint de signer, à la place de cet acte de justice espagnole et baléare, de signer une pétition adressée au citoyen ministre de la justice, à l'effet d'obtenir ma proscription hors du territoire français !!! Mais le même soir le doyen baléare reçut sa destitution au dos de son incomparable pétition ; et la partie saine qui forme la majorité de l'école applaudit à cet acte expiatoire envers les libertés de l'enseignement ; de même que depuis cinq ans l'ex-justice même, en expiation des atteintes portées par cet homme aux libertés de l'expertise, l'avait destitué à jamais de ses fonctions d'expert.

Cela dit, oubli et pardon, pour la trentième fois ; ce qui ne le corrigera pas plus qu'à la première.

Mais voilà qu'à la menace de proscription succède une sourde diffamation ; une de ces lâches diffamations toujours fortes de votre silence, et qui ne vous tiennent même pas compte de la générosité que vous avez de ne pas vouloir prêter.

Ici, mille bouches disent et répètent par ordre, dans le tuyau de l'oreille du premier venu : C'est un ambitieux déçu ! c'est un envieux ! on ne lui a point donné de place ! Là, mille autres bouches ajoutent, sur le même ton et sur le même mode : C'est un homme de sang ; il a demandé trois cent mille têtes, et la pose d'une guillotine à chaque carrefour de Paris !!! Que sais-je encore ?

D'autres sollicitent et obtiennent, pour obliger l'*Ami du Peuple* à déposer la plume, que la presse périodique soit frappée, comme ci-devant, de l'entrave du timbre et du cautionnement ; mais la liberté de la presse, qui est définitive, a ordonné au provisoire de ce décret de retirer son arrêt, et il a été fait droit à sa volonté souveraine.

Au palais, le bruit a couru que l'homme-procès de l'ex-monarchie, que le républicain dès son enfance, allait être poursuivi de nouveau par la justice provisoire de la République ; que le réquisitoire était déjà lancé, l'instruction commencée ; et le coupable déjà appréhendé au corps, en vertu de la loi de septembre !

Pourquoi pas ? me disais-je. Je suis né dans un cachot, pour quelle raison ne serais-je pas destiné à y mourir ? Ainsi se réaliserait la phrase de ma défense devant l'ex-chambre des pairs : J'ai été toujours du parti des opprimés, ne désespérez pas, à ce titre, de me voir un jour du vôtre.

Mais laissons là, et repoussons dans le mépris, toutes ces calomnies ; j'ai consacré douze jours à les voir s'épandre sans obstacle et sans opposition ; j'ai voulu que, pendant qu'on était en train, on épluchât toute ma vie passée, qu'on éventât tous mes dossiers, qu'on mit au jour toutes les insinuations les plus secrètes ; que la police plaçât sous verre, et laissât lire au premier venu toutes les notes qu'elle peut tenir en réserve. On peut tant dire de choses en douze jours !

A voir répéter toujours la même chose, je suis assuré que l'on a tout dit, dans ce qu'on se lasse déjà de dire. Une fois, deux fois, trois fois ! vous avez fini ! les débats sont clos ; je ne vous écoute plus, accusateurs, délateurs, dénonciateurs de tous les régimes ! je reprends ma plume, et je continue à m'adresser à ma patrie, que j'aimais asservie, et que j'adore libre et maîtresse d'elle-même.

Ambitieux de la servir ! oui, ambitieux de cela jusque dans les cachots et au pied de cette guillotine que je n'ai jamais redoutée dans les fers, et que je veux démolir à jamais dans le triomphe ; ambitieux de la préserver à jamais de la royauté qui en flétrissait le nom et des sangsues qui en épuisaient la sève ; ambitieux de la voir devenir la sœur aînée des populations civilisées, les guider dans le sentier de la conquête de leurs libertés, leur tendre la main par-dessus les frontières, sans dépasser les frontières du pied ; elle, toujours brave, quand il le faudra, au dehors ; unie fraternellement au dedans ; ayant pour symbole l'amour, pour ressource son génie, pour appui la sympathie des peuples,

pour moyens le concours de tous ses enfants, sans exception de personne, et pour enfants des citoyens français, créés à la même image, réchauffés au même soleil, nourris par le même sol et bercés en naissant aux mêmes chants de bonheur et de gloire.

Ambitieux de voir surgir bientôt, en foule, des pavés de nos barricades, des citoyens plus dévoués que nous, des administrateurs plus habiles que vous, des enfants enfin qui nous devanceront dans la carrière que nous leur avons tracée avec les gouttes de notre sueur et de notre sang.

Ambitieux repus, est-ce notre faute, à nous, si nous sommes encore des ambitieux déçus de telles espérances !

Vous nous accusez, par vos mille bouches occultes, d'être des hommes de sang et de vengeance ! Cette accusation est vieille de dix-huit ans ; nous croyons que nos enfants l'avaient brisée sur les dernières barricades. Apprenez-en donc une autre qui ait un peu plus l'air de la nouveauté.

Contre qui voulez-vous que nous exercions nos vengeances ? Contre vous qui, sous tous les régimes, nous avez tant dénoncés et tant persécutés ? Cette pensée est bien la dernière qui nous serait venue en tête ; nous n'y avons pas songé, tant nous étions absorbés par une autre espèce de mission. Mais, si nous étions vindicatifs, quelle vengeance plus raffinée aurions-nous à savourer, que de vous contempler baissant la tête devant cette République qui vous pardonne et vous invite à devenir meilleurs désormais ? N'est-ce pas une assez poignante satisfaction pour nous, que cet hommage rendu par vous à votre nouvelle souveraine ? et cet oubli aussi lâche qu'ingrat envers votre ex-souverain ? Est-ce qu'à une âme d'une forte trempe l'assouvissement de la cruauté procurerait autant de jouissances que l'émotion de la pitié ! et, dites-le moi, dans toute votre vie si longue d'abjection, avez-vous jamais été plus dignes de pitié que dans la circonstance actuelle ?

Tenez, puisque vous parlez vengeance, nous sommes assez vengés ; de grâce, relevez un peu la tête, affermissez-vous sur vos jambes tremblantes, reprenez un peu de votre assurance ; de grâce, ne nous vengez plus tant ; nous ne pourrions plus suffire à vous plaindre ; vous nous épuiseriez à jouir de notre vengeance.

Nous voulons la terreur ! Nous l'avons prêchée dans nos deux numéros ! Nous avons proclamé la guillotine en permanence ! Vous êtes fous, vraiment, permettez-moi de vous le dire, de vous attacher à de pareils griefs en parlant de nous, et en nous adressant à ce public qui nous connaît et nous sait par cœur depuis sa tendre enfance.

La terreur fut une inexorable nécessité en 93 ! C'était l'arme de tous les partis ! L'arme de la cour aveuglée, l'arme de la Bastille en défense, l'arme du peuple justement exaspéré, l'arme offensive de Coblenz et de la Vendée, et partant l'arme défensive de la Convention.

Trois castes étaient en présence : une contre trois ; le combat était à outrance et à mort. La noblesse et le clergé d'un côté ; le tiers état de l'autre. Dans de pareils conflits, la pitié est toujours pour les vaincus, et l'odieuse pour les vainqueurs. Honneur aujourd'hui aux vainqueurs, qui ont tous sacrifié leur mémoire à la réalisation de la victoire dont nous allons tous, et vainqueurs et vaincus, recueillir les fruits aujourd'hui ! Mais la terreur de 93, aujourd'hui, en 1848 ! elle n'a plus de sens ; elle ne serait plus qu'une atroce folie, un drame à la Néron, un incendie de Rome, pour traduire en action l'incendie de Troie.

La terreur contre qui ? Contre nous-mêmes donc, puisque nous pensons tous de même.

Le prêtre, qui rougissait, en 93, de se dire asservé, ne prête-t-il pas aujourd'hui, les deux mains sur le cœur, serment à la République ? La République, dont le programme est dans l'Evangile, au premier chapitre des Actes des disciples du Christ ! La République, qui seule peut réaliser le rêve de l'Apocalypse, et ramener le règne de mille ans sur la terre, en reproduisant la fraternité admirable

qui s'établit parmi les disciples, au pied de la croix du Christ, le plus sublime républicain de ce monde ! Qui a effacé cet âge d'or du christianisme, si ce n'est la royauté, avec ses catégories de classes et d'ordres, de privilèges et d'incapacités. Le christianisme, c'est la liberté en Dieu ; la monarchie, c'est l'esclavage du paganisme. Par la République, le christianisme a donc triomphé.

La noblesse, épurée comme nous au creuset de la souffrance, a compris dans les montagnes de l'exil, ce que nous comprenions sur la paille des cachots, combien l'air de la liberté est doux dans sa propre patrie, combien deux rayons du soleil de France réchauffent le cœur et le portent à aimer son pays quand même, la terre natale quand même et fût-elle marâtre ! combien, enfin, le titre de citoyen français a en lui quelque chose de plus noble et de plus grand que celui de baron étranger. La voyez-vous secouer hardiment le peu qui lui restait de la poussière monarchique, en venant s'enrôler dans les rangs des soldats citoyens ! Caporal ! relevez la sentinelle n° 1 (c'est un Choiseul) par la sentinelle n° 2 (c'est un Larochejacquelin). Vienne l'étranger troubler notre fête de famille ! et Coblenz et Valmy se donneront la main pour l'accueillir en bons Français.

Depuis quinze jours je vois des Français partout et des ennemis nulle part. Au milieu de ce peuple de frères, promenez donc la guillotine, si vous l'osez ? on vous conduira vous et elle à Bicêtre, le dernier jour du carnaval.

A nous, enfants, d'autres destinées, d'autres soins et d'autres luttes.

Le vote libre et universel, voilà le triangle qui doit trancher les difficultés de l'ère nouvelle. La violence, qui est le plus saint des devoirs sous l'empire de la tyrannie, est un crime de lèse nation sous le règne de la liberté ; l'escamotage est un crime de même nature.

La vérité, qui est la voix de Dieu, est aussi la voix du peuple ; or, la vérité ne se démontre pas à coups de fusil ; gardons notre poudre contre les rois cacochymes, à qui il pourrait prendre fantaisie de tousser un *casus belli*. A de pareilles fantaisies, la France peut opposer aujourd'hui autant de soldats que de citoyens ; deux drapeaux portés avec le même enthousiasme et bénis par la même liberté ; deux armées de frères aussi braves et aussi dévouées l'une que l'autre à la défense des libertés publiques ; une de *soldats-citoyens*, et l'autre de *citoyens-soldats* ; l'une de *soldats pères de familles*, l'autre de *soldats enfants de famille* ; les uns avant-garde des autres ; tous prêts à mourir plutôt que de voir encore la France livrée par la corruption à l'anarchie organisée de la royauté. Nous sommes un peuple émancipé par le doigt de Dieu, et qui ne veut plus rentrer sous la tutelle.

Ce spectacle, je l'ai vu, et mon ambition est satisfaite ; je n'ai plus que des devoirs à remplir ; et je les remplirai en vertu de mon titre.

La discussion est ouverte, j'y prends part. Si ma plume fait encore peur à quelques poltrons, tant mieux ; nous les reconnaitrons mauvais citoyens à ce signe, et nous les laisserons de côté.

Que nous importe, en définitive, que ces braves gens qui courent à la curée s'effrayent un peu de notre publicité ?

Qu'ils jouent aux oripeaux, jusqu'à l'Assemblée nationale ; c'est un plaisir bien innocent aujourd'hui.

On en perdra l'habitude dans une quinzaine.

La République que nous avons rêvée (et notre rêve va être une réalité) ne sera pas une République de *trôneurs* et de *sinécristes*. Les emplois y seront des devoirs et non des dignités ; le travail en tout et l'oisiveté nulle part ; à l'essai, les paresseux y seront guéris de leur ambition d'une manière radicale ; bien des gens préféreront les douceurs de l'atelier à celles de leurs excellences les citoyens ministres ; et le président, simple manivelle du rouage administratif, dira souvent à un plus fortuné que lui : *Voulez-vous de ma place ?* Il ne jouera pas au télégraphe, et ne mettra pas la main dans le sac des fonds de l'État ; on lui en évitera la peine, en plaçant l'administration sous verre et la conscience des employés à l'étroit.

Vous le comprenez maintenant, pourquoi le sage aujourd'hui n'a point d'ambition ; c'est que son triomphe serait de trop courte durée ; il ne se sent que du dévouement, sans ostentation et sans éclat ; en cela il calcule mieux que personne.

Que toutes les catégories de corporations en agissent de même, en commençant ce nouveau siècle ; que l'ouvrier et le maître, l'artisan et le manufacturier, le fabricant et le revendeur, l'artiste et l'homme de lettres, abjurent les sentiments d'une haineuse rivalité ; qu'ils substituent le dévouement aux plus justes exigences ; que pour satisfaire un intérêt mesquin, ils ne privent point la République naissante de leur concours et de leur travail ; qu'ils agitent

les questions et en renvoient la solution à une occasion opportune ; que ce soit au sein de la concorde, que l'Assemblée nationale inaugure son premier jour ; que la fraternité lui serve de cortège, et que l'unanimité des vœux lui ouvre les portes du temple de la liberté, afin que le monde civilisé s'écrie encore à ce sublime spectacle :

Honneur, toujours honneur aux enfants de la France !

AVIS AUX ÉLECTEURS.

On ne saurait trop bien établir en ces circonstances soennelles le droit de chacun :

Les électeurs sont souverains dans les limites de leur mission.

Le gouvernement provisoire administre, mais n'a aucun pouvoir constituant ; il n'a nullement la prétention d'empêcher sur les droits de l'assemblée nationale, à qui seule il appartiendra de régler définitivement le mode d'élection.

De même que le pouvoir provisoire ne saurait imposer un nom au vote des électeurs, de même il ne peut avoir la prétention de leur imposer un mode ou un autre de voter ; car la forme ici est dans le cas d'entraîner le fond ; et le mode de voter est dans le cas de faire sortir, d'une manière prévue d'avance, tel ou tel nom de l'urne électorale.

Le décret du gouvernement provisoire relatif aux élections ne saurait donc être considéré que comme un projet soumis à l'appréciation de la France électorale, ce qui signifie aujourd'hui de toute la France ayant à s'occuper de ses élections.

Si ce mode ne paraît pas convenable à la France électorale, elle a droit d'en adopter un autre ; l'assemblée nationale, lors de la vérification des pouvoirs, sera seule appelée à décider si ce mode a donné ou non l'expression de la volonté de la circonscription électorale.

Chacun a donc aussi le droit de proposer son mode d'élection, et de le soumettre à la discussion publique.

C'est à ce titre et à cette condition que nous avons tracé, dans les deux articles qui vont suivre, le programme électoral qui nous semble le plus expéditif et le moins exposé à ces espèces de surprise, que l'esprit de parti ou de camaraderie arrange en général par tant de moyens secrets.

Elections de la garde nationale.

Nous ne saurions trop répéter à nos concitoyens, que les élections de la garde nationale constituent, dans les circonstances actuelles, un des plus précieux exercices du droit de voter qui est acquis à tous. Il importe à la sécurité de nos institutions nouvelles que chaque citoyen se trouve à son poste, au jour des réunions préparatoires et à celui des élections, et qu'il apporte au choix du candidat l'attention scrupuleuse d'un honnête homme et d'un bon père ou fils de famille. C'est un acte de fraternité à accomplir.

L'élection doit avoir pour but de faire sortir de l'urne le plus digne et le plus capable.

La capacité est relative à l'emploi.

Portez vos vœux sur un homme qui n'ait jamais trahi sa foi, jamais manqué à sa parole ; brave sous l'uniforme militaire, bon et humain sous l'uniforme civil ; strict à faire honneur à sa signature ; réhabilité s'il a failli ; aussi bon camarade sous les épaulettes d'argent que sous les épaulettes de laine ; homme enfin de travail et de bonnes mœurs, à quelque classe de citoyens qu'il appartienne ; paysan, ouvrier, noble ou prêtre même, s'il s'en présente, pourvu que tous jurent devant Dieu et le bataillon de consacrer leur épée au service de la République une et indivisible ; de n'accepter et de ne garder aucun emploi rétribué par le pouvoir exécutif.

Dans les réunions préparatoires, discutez les titres avec calme et sans récriminations oiseuses. Loin de vous les phraseurs. Des faits et des preuves ; après cela plus un mot. Ne vous laissez endoctriner par personne ; ne vous rendez qu'à la vérité.

Quant aux élections le suffrage est direct et universel, dans chaque compagnie, pour les officiers et sous-officiers de la compagnie.

Direct et universel, dans toutes les compagnies du même bataillon, pour la nomination du chef de bataillon.

Laissez ensuite aux sous-officiers et officiers réunis de tous les bataillons de la même légion, le soin de nommer le colonel de la légion ; toutes les légions doivent concourir, par leurs officiers et sous-officiers, à la nomination du général de la garde nationale du département de la Seine.

Citoyens gardes nationaux,

Egalez devant la loi, l'inégalité du costume doit disparaître de vos rangs. Vous devez donc adopter l'uniforme le plus simple et le moins dispendieux ; la fantaisie du riche imposerait autrement au pauvre ou à l'État de trop lourdes charges.

Une blouse élégante et militaire, qui permette et dissimule les habits de dessous ; des souliers-bottes, un pantalon large, avec jambièr en cuir ; un simple béret militaire à ruban rouge et à dessus en cuir ; cela reviendrait au plus bas prix possible, et remplacerait l'attirail inutile de l'uniforme adopté sous l'ex-royauté.

Elections des représentants de la France à l'Assemblée nationale.

C'est avec un soin plus religieux encore que chaque citoyen doit procéder à l'élection des représentants de la nation.

Un représentant est l'homme de confiance d'une circonscription de notre beau pays ; c'est celui que l'imposante majorité de cette circonscription regarde comme le plus intègre et le plus digne d'apporter à l'Assemblée les vœux de ses commettants et le tribut de leurs lumières.

Les citoyens ne doivent donner leur vote qu'à un homme qui leur est connu ; voter sur l'inconnu, ce serait un acte de légèreté coupable envers les intérêts du pays tout entier.

Or combien chacun de nous connaît-il d'hommes dont il puisse répondre et qui aient la capacité de nous représenter ? J'avoue que pour moi je serais embarrassé dans les circonstances présentes, si j'étais obligé d'en présenter plus de trois ; chacun a rencontré tant de pierres d'achoppement dans le cours des dix-huit ans de l'ex-corruption gouvernementale !

Le Gouvernement provisoire a donc eu une singulière distraction (car nous ne voudrions pas y voir aucune arrière-pensée) en prétendant que l'on voterait par listes. Quel est celui d'entre nous qui pourrait rencontrer dans sa mémoire trente-quatre noms connus de lui et dont il puisse répondre pour la représentation de Paris ?

Donc cette mesure est inexécutable, et ce qui est inexécutable n'oblige pas.

Au reste le pouvoir provisoire n'est pas un pouvoir constituant ; il administre provisoirement et ne saurait rien imposer à la France ; il est pouvoir provisoirement exécutif. Or le mode d'élection est un des droits que doit fixer la constitution seule.

Les citoyens de chaque localité n'ont donc, dans le mode d'émettre leurs votes, à prendre avis que d'eux-mêmes en assemblée préparatoire ; qu'ils envoient à l'Assemblée nationale les représentants de leur choix ; l'Assemblée vérifiera les pouvoirs, sans s'arrêter à ces sortes de formalités du vote.

Moins vous serez nombreux pour voter, plus vos votes seront émis en connaissance de cause. Avez-vous à nommer trois représentants par arrondissement, que l'arrondissement se divise en trois sections, devant chacune nommer un des trois élus à renvoyer à l'assemblée ; et que le résultat du vote soit constaté par tous les moyens que de droit.

Le cachet de la mairie est le seul timbre qu'on puisse exiger pour le papier du procès-verbal.

Citoyens, n'acceptez aucune liste envoyée de Paris ou d'ailleurs ; ne nommez qu'en connaissance de cause des citoyens dont vous connaissiez la capacité et la moralité.

Préservez-vous des hommes d'affaires, des avarés et cupides, des hommes de plaisir, des quêteurs de places.

Envoyez-nous des hommes indépendants par caractère, encore plus que par position ; des hommes pratiques et spéciaux : agronomes, manufacturiers, savants, ouvriers habiles, militaires éclairés, propriétaires philanthropes, et qui tous jurent de n'accepter aucun emploi et aucune rémunération en raison de leur suffrage ; hommes graves et sérieux, à vingt et un ans comme à soixante ; hommes de bien, surtout ; car c'est la moralité qui peut seule sauver la France des menées des ennemis externes de nos libertés.

L'ancien rédacteur en chef du journal l'*Epoque*, M. Granier de Cassagnac, revenu de Rome, il y a quelques semaines, s'est présenté au Club républicain de la rue Fontaine-Saint Georges ; admis à la première séance, à laquelle n'assistaient que très peu de membres, on l'en a exclu, de la seconde, à l'unanimité.